

www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 23/10/2020

Reçu en préfecture le 23/10/2020

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20201020-2020_21-DE

DÉLIBÉRATION

2020/21

DÉCISION MODIFICATIVE N°2 DU BUDGET

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 20 Octobre 2020 à 9 heures 30, salle des réunions au Centre de Gestion à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de Monsieur Bernard CAILLIAU, Président du CDG 62.

Cette réunion du Conseil d'Administration s'est tenue suite au report de celle organisée le Mardi 13 Octobre 2020 faute de quorum.

Le secrétaire de séance désigné est M. Pascal BAROIS, Vice-Président du Centre de Gestion.

♦ Etaient présents :

M. Bernard CAILLIAU, Conseiller Municipal à Bruay-la-Buissière – M. Jacques BACQUET, Maire de Quercamps – M. Pascal BAROIS, Vice-Président du Centre de Gestion – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de Cucq – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de Rimboval – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de Houdain – M. René HOCQ, Maire de Burbure – M. Jean-Luc FAY, Conseiller Communautaire à Ternois Com.

♦ Etaient absents ou excusés :

M. Philibert BERRIER, Maire d'Auchel – M. Walter KAHN, Maire de Cucq – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de Saint-Omer – M. Serge JANQUIN – M. Jean-Marie POHIER, Adjoint au Maire de Marles-les-Mines – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de Beuvry – M. Claude BACHELET, Maire de Croisette – Mme Denise TETELIN, Maire de Villers-Châtel – M. Sébastien HENQUENET, Maire de Famechon – M. Didier BEE, Maire de Zudausques – M. Pierre BELLANGER, Conseiller Municipal à Le Touquet – M. Michel LARDEZ – M. Joël DUQUENOY, Conseiller Municipal à Arques – M. Dominique DELECOURT, Maire de Cuinchy – Mme Thérèse GUILBERT – M. Ludovic GUYOT – Mme Sabine VAN HEGHE, Sénatrice du Pas-de-Calais



Le Président expose à l'Assemblée qu'il est nécessaire d'avoir recours à une décision modificative n°2 du budget afin de régulariser les opérations financières et comptables du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais.

La modification inscrite dans le cadre de cette décision modificative n°2 est relative à l'investissement.

Suite à l'achat de locaux à BOULOGNE-SUR-MER afin d'accueillir l'antenne du service de médecine professionnelle et préventive sur le secteur du Littoral, le notaire en charge du dossier a fait parvenir son décompte des formalités entreprises visant à cette acquisition, qui présente un solde en faveur de notre établissement de 711,84 € (courrier et décompte du notaire du 27 août 2020).

.../

/...

Le Centre de Gestion doit donc enregistrer ce reversement au sein de sa comptabilité et pour cela, il convient de procéder aux écritures suivantes.

SECTION D'INVESTISSEMENT

↳ Recettes :

Chapitre 21 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

2131 : Constructions bâtiments publics + 712,00 €

↳ Dépenses :

Chapitre 21 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

2158 : Immobilisations corporelles autres + 712,00 €

La présente décision modificative procède donc à l'augmentation de 712,00 € en dépenses et en recettes d'investissement, la section d'investissement s'élève désormais à 2 968 638,26 €.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

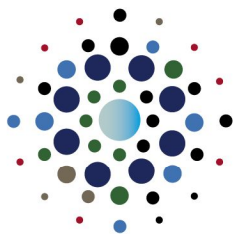
A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *DÉCIDE* d'inscrire des crédits repris dans le détail ci-dessus.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 20 Octobre 2020

Le Président,

Bernard CAILLIAU



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 23/10/2020

Reçu en préfecture le 23/10/2020

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20201020-2020_22-DE

DÉLIBÉRATION

2020/22

CONTRAT D'ASSURANCE GROUPE – LOT 2

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 20 Octobre 2020 à 9 heures 30, salle des réunions au Centre de Gestion à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de Monsieur Bernard CAILLIAU, Président du CDG 62.

Cette réunion du Conseil d'Administration s'est tenue suite au report de celle organisée le Mardi 13 Octobre 2020 faute de quorum.

Le secrétaire de séance désigné est M. Pascal BAROIS, Vice-Président du Centre de Gestion.

♦ Etaient présents :

M. Bernard CAILLIAU, Conseiller Municipal à Bruay-la-Buissière – M. Jacques BACQUET, Maire de Quercamps – M. Pascal BAROIS, Vice-Président du Centre de Gestion – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de Cucq – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de Rimboval – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de Houdain – M. René HOCQ, Maire de Burbure – M. Jean-Luc FAY, Conseiller Communautaire à Ternois Com.

♦ Etaient absents ou excusés :

M. Philibert BERRIER, Maire d'Auchel – M. Walter KAHN, Maire de Cucq – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de Saint-Omer – M. Serge JANQUIN – M. Jean-Marie POHIER, Adjoint au Maire de Marles-les-Mines – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de Beuvry – M. Claude BACHELET, Maire de Croisette – Mme Denise TETELIN, Maire de Villers-Châtel – M. Sébastien HENQUENET, Maire de Famechon – M. Didier BEE, Maire de Zudausques – M. Pierre BELLANGER, Conseiller Municipal à Le Touquet – M. Michel LARDEZ – M. Joël DUQUENOY, Conseiller Municipal à Arques – M. Dominique DELECOURT, Maire de Cuinchy – Mme Thérèse GUILBERT – M. Ludovic GUYOT – Mme Sabine VAN HEGHE, Sénatrice du Pas-de-Calais

♦ ♦ ♦ ♦

Le Président informe les membres du Conseil d'Administration que le Centre de Gestion s'est doté depuis 2012 d'un service "Assurances Statutaires", complété depuis 2019 par la "Protection Sociale Complémentaire Santé et Prévoyance".

Ce lot 2 a fait l'objet d'une relance en 2018 à effet du 1^{er} janvier 2019 suite à la volonté de CIGAC – GROUPAMA de résilier le contrat dudit lot.

La relance opérée a permis d'attribuer ce lot à SOFAXIS – CNP pour une période de 5 ans afin de faire coïncider la fin de ce lot avec les autres lots du contrat groupe dont la fin est au programmée au 31 décembre 2023.

.../

/...

Envoyé en préfecture le 23/10/2020

Reçu en préfecture le 23/10/2020

Affiché le



ID : 062-286200027-20201020-2020_22-DE

Par courrier en date du 23 août 2020, SOFAXIS – CNP, assureur du lot 2, a fait connaître sa décision de procéder à la résiliation du lot 2 et ceci après 18 mois de fonctionnement compte tenu des résultats constatés et notamment du rapport s/c (sinistres/cotisations) et des provisions engagées.

Afin de couvrir les risques statutaires des 65 collectivités et établissements concernés, la relance dudit lot doit être effectuée, et ceci pour une période de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2021, afin toujours de respecter la fin normale des autres lots.

Le Président propose donc de procéder au lancement de l'appel d'offres ouvert européen afin de répondre à ce besoin assurantiel sur le lot 2 "risques statutaires – agents CNRACL – collectivités et établissements de 11 à 30 agents CNRACL".

Le montant du lot est estimé à 1 300 000 € HT.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

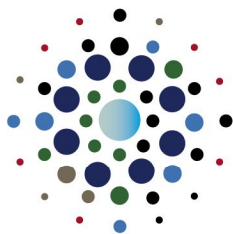
A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *AUTORISE* le Président à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de cette relance,
- ♦ *AUTORISE* le Président à signer le contrat avec la société retenue par la Commission d'Appel d'Offres.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 20 Octobre 2020

Le Président,

Bernard CAILLIAU



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 23/10/2020

Reçu en préfecture le 23/10/2020

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20201020-2020_23-DE

DÉLIBÉRATION

2020/23

MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 20 Octobre 2020 à 9 heures 30, salle des réunions au Centre de Gestion à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de Monsieur Bernard CAILLIAU, Président du CDG 62.

Cette réunion du Conseil d'Administration s'est tenue suite au report de celle organisée le Mardi 13 Octobre 2020 faute de quorum.

Le secrétaire de séance désigné est M. Pascal BAROIS, Vice-Président du Centre de Gestion.

♦ **Etaient présents :**

M. Bernard CAILLIAU, Conseiller Municipal à Bruay-la-Buissière – M. Jacques BACQUET, Maire de Quercamps – M. Pascal BAROIS, Vice-Président du Centre de Gestion – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de Cucq – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de Rimboval – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de Houdain – M. René HOCQ, Maire de Burbure – M. Jean-Luc FAY, Conseiller Communautaire à Ternois Com.

♦ **Etaient absents ou excusés :**

M. Philibert BERRIER, Maire d'Auchel – M. Walter KAHN, Maire de Cucq – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de Saint-Omer – M. Serge JANQUIN – M. Jean-Marie POHIER, Adjoint au Maire de Marles-les-Mines – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de Beuvry – M. Claude BACHELET, Maire de Croisette – Mme Denise TETELIN, Maire de Villers-Châtel – M. Sébastien HENQUENET, Maire de Famechon – M. Didier BEE, Maire de Zudausques – M. Pierre BELLANGER, Conseiller Municipal à Le Touquet – M. Michel LARDEZ – M. Joël DUQUENOY, Conseiller Municipal à Arques – M. Dominique DELECOURT, Maire de Cuinchy – Mme Thérèse GUILBERT – M. Ludovic GUYOT – Mme Sabine VAN HEGHE, Sénatrice du Pas-de-Calais



Le Président rappelle à l'assemblée que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil d'Administration de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre les avancements de grade.

En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique Paritaire.

.../

/...

Envoyé en préfecture le 23/10/2020

Reçu en préfecture le 23/10/2020

Affiché le



ID : 062-286200027-20201020-2020_23-DE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 34 ;

Vu le décret n°87-1101 du 30 décembre 1987 portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Douai du 03 avril 2002 qui dispose que l'état du personnel fixant les effectifs budgétaires ne saurait se substituer à la délibération portant création d'emplois prévue par l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 ;

Vu le jugement de la Chambre Régionale des Comptes de Champagne-Ardenne Lorraine du 15 avril 2015 qui dispose que l'existence de crédits votés suffisants pour permettre le premier mandatement de la dépense ne peut se substituer à la délibération portant création d'emplois ;
Vu la délibération n°2019/42 en date du 29 novembre 2019 portant institution du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;

Considérant que la mention obligatoire de la référence à la délibération créant l'emploi initial dans l'acte d'engagement d'un agent public, quelles que soient les modalités d'occupation de cet emploi, résulte de la nomenclature des pièces justificatives exigibles à l'occasion du premier paiement ;

Considérant qu'aux termes de l'instruction NOR : FCPE1610506J du 15 avril 2016, l'ordonnateur doit rectifier les pièces produites au comptable ou les compléter lorsqu'elles ne répondent pas aux exigences de la nomenclature ;

Considérant que le contrôle du comptable portant sur la présence de l'acte d'engagement mentionnant la référence à la délibération créant l'emploi, est susceptible de concerner également le recrutement des fonctionnaires ;

Considérant la mise en cause possible de sa responsabilité personnelle et pécuniaire, le comptable est fondé en l'absence de cette référence, à refuser le paiement de la rémunération de l'agent ;

Considérant le précédent tableau des emplois modifié et adopté par l'organe délibérant le 10 mars 2020 ;

Considérant le pilotage du projet d'administration du Centre de Gestion, les demandes des collectivités et établissements affiliés, l'évolution de nos missions en matière de conseil statutaire et le bon fonctionnement des services ;

Considérant la nécessité de créer certains emplois, pour tenir compte de l'évolution des postes de travail, des missions assurées et des nécessités de service ;

Le Président propose à l'assemblée :

➤ La création d'un emploi permanent, à temps complet, au sein de la Direction Générale :

- un emploi de cheffe de projet "pilotage du projet d'administration" sur le cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux sur le grade de rédacteur principal de 1^{ère} classe.

.../

/...

Envoyé en préfecture le 23/10/2020

Reçu en préfecture le 23/10/2020

Affiché le



ID : 062-286200027-20201020-2020_23-DE

Le tableau des emplois permanents est ainsi modifié à compter du 13 octobre 2020 comme suit :

Filière Administrative

Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux

Grade : Rédacteur principal de 1^{ère} classe, à temps complet
ancien effectif : 12 - nouvel effectif : 13

➤ **La création d'un emploi non permanent, à temps complet, au sein du service Conseil statutaire :**

- un poste de conseiller statutaire sur le cadre d'emplois des attachés territoriaux sur le grade d'attaché territorial qui sera recruté sur la base d'un accroissement temporaire d'activité.

Le tableau des emplois non permanents est ainsi modifié à compter du 13 octobre 2020 comme suit :

Filière Administrative

Cadre d'emplois des attachés territoriaux

Grade : Attaché territorial, à temps complet
ancien effectif : 2 - nouvel effectif : 3

Le traitement des agents concernés sera calculé par référence à la base de la grille indiciaire du cadre d'emplois des attachés territoriaux, au grade d'attaché, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement ainsi que les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

Un tableau des emplois actualisé reprenant l'ensemble des postes et des emplois permanents et non permanents, est annexé au présent document.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

DÉCIDE :

- ♦ *D'ADOPTER* la modification du tableau des effectifs, ainsi proposée ;
- ♦ *PRÉCISE* que les crédits correspondants seront inscrits au budget, chapitre 012.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 20 octobre 2020

Le Président,

Bernard CAILLIAU

TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS AU 13 OCTOBRE 2020 - CDG 62

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	EFFECTIFS BUDGETAIRES	POSTES POURVUS	POSTES NON POURVUS
Filière Technique	A	Cadre d’emploi des ingénieurs territoriaux			5	4	1
		Ingénieur général	Directeur Général des Services	Temps complet	1	1	0
		Ingénieur principal	Chargé de mission UNI	Temps complet	1	1	0
		Ingénieur	Chargé de mission usages numériques et informatiques	Temps complet	1	0	1
			Délégué à la protection des données	Temps complet	2	2	0
	B	Cadre d'emploi des techniciens territoriaux			10	3	7
		Technicien principal de 1ère classe	Responsable du service reprographie	Temps complet	1	1	0
			Préventeur ACFI	Temps complet	2	0	2
		Technicien principal de 2ème classe	Responsable du service technique	Temps complet	1	1	0
			Responsable du Système d'information	Temps complet	1	1	0
			Préventeur ACFI	Temps complet	2	0	2
			Délégué à la protection des données et archiviste	Temps complet	1	0	1
		Technicien	Chargé de mission ACTES	Temps complet	1	0	1
			Préventeur /ACFI	Temps complet	1	0	1
	C	Cadre d'emploi des agents de maîtrise territoriaux			6	5	1
		Agent de maîtrise principal	Assistant Systèmes et réseaux	Temps complet	1	1	0
			Préventeur/ACFI	Temps complet	1	1	0
			Imprimeur, reprographe/gestionnaire des stocks	Temps complet	1	1	0
		Agent de maîtrise	Responsable du service entretien et parc auto	Temps complet	1	1	0
			Technicien informatique/ réseaux	Temps complet	1	0	1
		Agent de maîtrise	Agent d'entretien des locaux	Temps non complet 28 h	1	1	0

TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS AU 13 OCTOBRE 2020 - CDG 62

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	EFFECTIFS BUDGETAIRES	POSTES POURVUS	POSTES NON POURVUS
Filière Technique	C	Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux			9	7	2
		Adjoint technique principal de 2ème classe	Webmaster	Temps complet	1	1	0
		Adjoint Technique	Agents techniques polyvalents	Temps complet	4	3	1
			Coordonnateur du service communication	Temps complet	1	0	1
			Agent d'entretien des locaux	Temps non complet 25h	1	1	0
			Agents d'entretien des locaux	Temps non complet 20h	2	2	0
			Filière Culturelle Patrimoine et Bibliothèque	C	Cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine		
Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	Archiviste	Temps complet			1	1	0
Filière Médico Sociale	A	Cadre d'emplois des médecins territoriaux			7	4	3
		Médecin hors classe	Médecin coordonnateur	Temps complet	1	1	0
			Médecin de prévention	Temps complet	4	2	2
			Médecin collaborateur	Temps complet	2	1	1
		Cadre d'emplois des psychologues territoriaux			1	1	0
		Psychologue de classe normale	Psychologue du travail	Temps complet	1	1	0
		Cadre d'emplois des infirmiers territoriaux			7	4	3
		Infirmier en soins généraux hors classe	Infimière de prévention	Temps complet	1	1	0
		Infirmier en soins généraux de classe supérieure	Infimière de prévention	Temps complet	2	0	2
		Infirmier en soins généraux de classe normale	Infimière de prévention	Temps complet	4	3	1
Apprentis	C				1	0	1

TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS AU 13 OCTOBRE 2020 - CDG 62

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	EFFECTIFS BUDGETAIRES	POSTES POURVUS	POSTES NON POURVUS
Filière Administrative	A	Emplois fonctionnels			4	4	0
		Directeur Général des Services d'un Centre de Gestion assimilé à une commune de 80 000 à 150 000 habitants	Directeur Général des Services	Temps complet	1	1	0
		Directeur Général des Services Adjoint d'un Centre de Gestion assimilé à une commune de 40 000 à 150 000 habitants	Directeur Général Adjoint des Services	Temps complet	3	3	0
		Cadre d'emplois des administrateurs territoriaux			1	1	0
		Administrateur général	Directeur Général des Services	Temps complet	1	1	0
		Cadre d'emploi des attachés territoriaux			11	9	2
		Directeur	Directeur Général Adjoint	Temps complet	1	1	0
		Attaché principal	Directeur Général Adjoint	Temps complet	2	2	0
			Directeur des Ressources Humaines	Temps complet	1	1	0
			Responsable assurance statutaire/PSC	Temps complet	1	0	1
		Attaché	Responsable du pôle santé	Temps complet	1	1	0
			Responsable du pôle carrières/instances paritaires	Temps complet	1	1	0
			Responsable du pôle finances	Temps complet	1	1	0
			Responsable des marchés publics	Temps complet	1	1	0
			Responsable du Conseil statutaire et juridique	Temps complet	1	1	0
			Conseiller statutaire	Temps complet	1	0	1

TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS AU 13 OCTOBRE 2020 - CDG 62

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	EFFECTIFS BUDGETAIRES	POSTES POURVUS	POSTES NON POURVUS
Filière Administrative	B	Emplois de collaborateurs de cabinet			1	0	1
		Directrice de Cabinet	Directrice de Cabinet	Temps complet	1	0	1
		Cadre d’emploi des Rédacteurs territoriaux			26	16	10
		Rédacteur principal de 1ère classe	Directrice de Cabinet	Temps complet	1	0	1
			Responsable de l'archivage et du suivi de la documentation	Temps complet	1	1	0
			Responsable de la communication et de l'accueil	Temps complet	1	1	0
			Chargé de communication	Temps complet	1	1	0
			Gestionnaire des marchés publics	Temps complet	1	1	0
			Responsable des instances paritaires	Temps complet	1	0	1
			Responsable de secteur	Temps complet	1	1	0
			Responsable partenariat CNRACL	Temps complet	1	1	0
			Responsable ou responsable adjoint aux concours	Temps complet	1	1	0
			Responsable au développement de l'emploi public	Temps complet	1	1	0
			Responsable des concours	Temps complet	1	1	0
			Chef de projet "pilotage du projet d'administration"	Temps complet	1	0	1
			Chargé du suivi des lauréats et des intervenants concours	Temps complet	1	1	0
		Rédacteur principal de 2ème classe	Adjointe de gestion Ressources Humaines	Temps complet	1	1	0
			Responsable de la paie	Temps complet	1	1	0
			Adjoint à la Responsable des concours	Temps complet	1	0	1
			Responsable de l'archivage et du suivi de la documentation	Temps complet	1	0	1
			Responsable du Service Remplacement	Temps complet	1	1	0
		Rédacteur	Gestionnaire statistiques GPE	Temps complet	1	1	0
			Assistante Ressources Humaines	Temps complet	1	0	1
			Chargé de mission ACTES	Temps complet	1	0	1
			Responsable de la paie	Temps complet	1	0	1
			Responsable du Pôle recettes	Temps complet	1	1	0
			Responsable de l'archivage et du suivi de la documentation	Temps complet	1	0	1
			Secrétaire chargé de la coordination des antennes médicales	Temps complet	1	0	1
			Responsable des droits syndicaux	Temps non complet 20h	1	1	0

Envoyé en préfecture le 23/10/2020

Reçu en préfecture le 23/10/2020

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20201020-2020_23-DE

TABEAU DES EMPLOIS PERMANENTS AU 13 OCTOBRE 2020 - CDG 62

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	EFFECTIFS BUDGETAIRES	POSTES POURVUS	POSTES NON POURVUS
Filière Administrative	C	Cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux			63	49	14
		Adjoint administratif principal de 1ère classe	Assistante à la Direction Générale	Temps complet	1	1	0
			Responsable de la gestion carrière	Temps complet	1	1	0
			Gestionnaire d'arrondissement	Temps complet	1	1	0
			Gestionnaire administrative	Temps complet	1	1	0
			Agent de gestion administrative	Temps complet	1	1	0
			Secrétaire administrative Comité médical / Commission de réforme	Temps complet	1	1	0
			Gestionnaire du service handicap	Temps complet	1	1	0
			Gestionnaire des assurances statutaires	Temps complet	1	1	0
			Gestionnaire paie et compte analytique	Temps complet	1	1	0
			Assistante de direction	Temps complet	1	1	0
			Agent de gestion administrative	Temps complet	2	2	0
			Agent d'accueil	Temps complet	1	1	0
			Agent du service de remplacement	Temps complet	3	3	0
		Adjoint administratif principal de 2ème classe	secrétaire admi du Comité Médical	Temps complet	1	1	0
			Agent d'accueil	Temps complet	3	0	3
			Agent d'accueil et gestion administrative	Temps complet	1	0	1
			Agent de gestion financière	Temps complet	1	1	0
			Agent de gestion administrative	Temps complet	1	1	0
			Gestionnaire des marchés publics et de la plateforme	Temps complet	1	1	0
			Responsable des instances paritaires	Temps complet	1	0	1
			Secrétaire administrative au Comité médical	Temps complet	2	1	1
			Gestionnaire administrative	Temps complet	3	2	1
			Agent de gestion administrative	Temps complet	5	3	2
			Agent du service de remplacement	Temps complet	5	4	1
			Gestionnaire de la bourse de l'emploi	Temps complet	1	1	0
	C	Adjoint administratif	Agent de gestion administrative et comptable	Temps complet	2	1	1
			Gestionnaire des archives	Temps complet	1	1	0
			Agent polyvalent	Temps complet	1	1	0
			Gestionnaire d'arrondissement	Temps complet	5	3	2
			secrétaire médicale	Temps complet	1	0	1
			Agent de gestion administrative	Temps complet	4	4	0
			Secrétaire administrative Comité médical / Commission de réforme	Temps complet	3	3	0
			Agent d'accueil	Temps complet	1	1	0
			Secrétaire administrative Commission de réforme	Temps complet	1	1	0
			Secrétaire chargé de la coordination des antennes médicales	Temps complet	1	1	0
			Gestionnaire du développement de l'emploi	Temps complet	1	1	0
			Agent de gestion administrative et comptable	Temps non complet 30h	1	1	0

TABLEAU DES EMPLOIS NON PERMANENTS

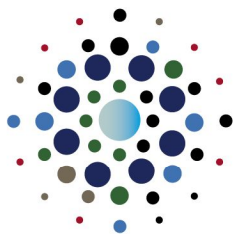
FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS TRAVAIL	Reçu en préfecture le 23/10/2020 Affiché le 23/10/2020 ID : 062-286200027-20201020-2020_23-DE		
Filière médico sociale	A	Cadre d'emplois des médecins territoriaux			2	0	2
		Médecin hors classe	Médecin collaborateur	Temps non complet	2	0	2
		Cadre d'emplois des infirmiers territoriaux			1	0	1
		Infirmier en soins généraux de classe normale	infirmier en soins généraux	Temps complet	1	0	1
Filière Administrative	A	Cadre d'emploi des attachés territoriaux			3	0	3
		Attachés	Agent du service de remplacement	Temps complet	2	0	2
		conseiller statutaire	Temps complet	1	0	1	
	B	Cadre d'emploi des Rédacteurs territoriaux			5	0	5
		Rédacteurs	Agent du service de remplacement	Temps complet	5	0	5
	C	Cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux			40	11	29
		Adjoint Administratif	Agent du service de remplacement	Temps complet	33	7	26
Filière technique	A	Agent administratif	Temps complet	5	2	3	
		Gestionnaire de la convention FIPHP	Temps complet	1	1	0	
		Opérateur de numérisation	Temps complet	1	1	0	
		Cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux			1	0	1
	Ingénieur	Délégué à la Protection des Données	Temps complet	1	0	1	
	C	Cadre d'emploi des agents de maîtrise territoriaux			5	0	5
		Agent de maîtrise	Agent du service de remplacement	Temps complet	5	0	5
	C	Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux			20	0	20
		Adjoint technique	Agent d'entretien des locaux	T.N.C (20 h)	3	0	3
Agent d'entretien polyvalent			Temps complet	17	0	17	

Envoyé en préfecture le 23/10/2020

Reçu en préfecture le 23/10/2020

Affiché le

ID : 062-286200027-20201020-2020_23-DE



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 23/10/2020

Reçu en préfecture le 23/10/2020

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20201020-2020_24-DE

DÉLIBÉRATION

2020/24

RÈGLEMENT APPLICABLE AUX FONCTIONNAIRES MOMENTANÉMENT PRIVÉS D'EMPLOI (FMPE) PRIS EN CHARGE PAR LE CENTRE DE GESTION

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 20 Octobre 2020 à 9 heures 30, salle des réunions au Centre de Gestion à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de Monsieur Bernard CAILLIAU, Président du CDG 62.

Cette réunion du Conseil d'Administration s'est tenue suite au report de celle organisée le Mardi 13 Octobre 2020 faute de quorum.

Le secrétaire de séance désigné est M. Pascal BAROIS, Vice-Président du Centre de Gestion.

♦ **Etaient présents :**

M. Bernard CAILLIAU, Conseiller Municipal à Bruay-la-Buissière – M. Jacques BACQUET, Maire de Quercamps – M. Pascal BAROIS, Vice-Président du Centre de Gestion – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de Cucq – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de Rimboval – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de Houdain – M. René HOCQ, Maire de Burbure – M. Jean-Luc FAY, Conseiller Communautaire à Ternois Com.

♦ **Etaient absents ou excusés :**

M. Philibert BERRIER, Maire d'Auchel – M. Walter KAHN, Maire de Cucq – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de Saint-Omer – M. Serge JANQUIN – M. Jean-Marie POHIER, Adjoint au Maire de Marles-les-Mines – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de Beuvry – M. Claude BACHELET, Maire de Croisette – Mme Denise TETELIN, Maire de Villers-Châtel – M. Sébastien HENQUENET, Maire de Famechon – M. Didier BEE, Maire de Zudausques – M. Pierre BELLANGER, Conseiller Municipal à Le Touquet – M. Michel LARDEZ – M. Joël DUQUENOY, Conseiller Municipal à Arques – M. Dominique DELECOURT, Maire de Cuinchy – Mme Thérèse GUILBERT – M. Ludovic GUYOT – Mme Sabine VAN HEGHE, Sénatrice du Pas-de-Calais

♦ ♦ ♦ ♦

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment l'article 97-I ;

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique, notamment ses dispositions relatives aux Fonctionnaires Momentanément Privés d'Emploi ;

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

.../

/...

Envoyé en préfecture le 23/10/2020

Reçu en préfecture le 23/10/2020

Affiché le



ID : 062-286200027-20201020-2020_24-DE

Vu la délibération du Conseil d'Administration n° 2018/45 en date du 11 juillet 2018 fixant le règlement de fonctionnement applicable aux Fonctionnaires Momentanément Privés d'Emploi pris en charge par le Centre de Gestion ;

Vu la demande de la ville de MAUBEUGE en date du 15 septembre 2020 de bénéficier de la mise à disposition d'un Fonctionnaire Momentanément Privé d'Emploi pris en charge par le Centre de Gestion ;

Le Président informe les membres du Conseil d'Administration que ces mises à disposition s'effectuent dans la perspective d'une intégration de l'agent aux effectifs de la structure demanderesse ou participant du maintien à niveau des aptitudes professionnelles des fonctionnaires concernés.

Il indique que l'actuelle version du règlement de fonctionnement applicable aux Fonctionnaires Momentanément Privés d'Emploi pris en charge par le Centre de Gestion impose que la mise à disposition soit limitée aux collectivités et établissements du Pas-de-Calais.

Il précise que cette restriction s'avère pouvoir être un frein au retour à l'emploi de ces fonctionnaires, lesquels résident parfois hors du territoire départemental et qu'il convient d'élargir les possibilités de mise à disposition.

Il propose donc que le paragraphe 2 de l'article IV-14 dudit règlement soit modifié en ce sens.

Il ajoute qu'il convient de modifier le règlement pour le mettre en conformité avec les dispositions actuelles, notamment l'instauration d'une dégressivité de 10% par an de la rémunération, introduite par la loi n°2019-828 de transformation de la Fonction Publique ainsi que les modalités de publicité des offres d'emploi intervenues depuis sa première rédaction (article I-5), l'accès à l'ensemble des offres d'emploi étant désormais accessible par le portail « Place de l'emploi public ».

Le Président demande au Conseil d'Administration d'approuver les modifications du règlement de fonctionnement applicable aux Fonctionnaires Momentanément Privés d'Emploi pris en charge par le Centre de Gestion.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *APPROUVE* les modifications du règlement de fonctionnement applicable aux Fonctionnaires Momentanément Privés d'Emploi pris en charge par le Centre de Gestion (*règlement annexé à la présente délibération*).

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 20 Octobre 2020

Le Président,

Bernard CAILLIAU

Règlement applicable aux Fonctionnaires Momentanément Privés d'Emploi (FMPE) pris en charge par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 97 et suivants ;
Vu la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 modifiée relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu le décret n°87-1101 du 30 décembre 1987 modifié portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux et assimilés ;
Vu le décret n°90-128 du 9 février 1990 modifié portant dispositions statutaires particulières aux emplois de directeur général et directeur des services techniques des communes et de directeur général des services techniques des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ;
Vu la note d'information du 3 juillet 2017 NOR INTB172633C relative à la mise en œuvre de la dégressivité de la rémunération des fonctionnaires momentanément privés d'emploi ;
Vu la note d'information du 16 décembre 2019 19-027360-D relative à la mise en œuvre dans la fonction publique territoriale des nouvelles modalités de prise en charge des fonctionnaires momentanément privés d'emploi (F.M.P.E.) ;
Vu la Charte Régionale Hauts de France, en date du 31 décembre 2015, relative aux Modalités d'Exercice des Missions Communes ;

PREAMBULE

Le présent document a pour but de rappeler les dispositions réglementaires s'appliquant à la gestion administrative et financière des Fonctionnaires Momentanément Privés d'Emploi des collectivités et établissements publics du Pas-de-Calais et de préciser les conditions d'accompagnement et les obligations des agents concernés par les services du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais.

Article I : ELEMENTS STATUTAIRES

Maintien en surnombre

I-1 : Pendant la période de maintien en surnombre, le Centre de Gestion peut, s'il est sollicité, assister le fonctionnaire dans la recherche d'un emploi de reclassement dans une autre collectivité.

I-2 : Si le fonctionnaire n'a pu être reclassé dans un autre emploi au terme de la période de maintien en surnombre, le fonctionnaire est pris en charge par le Centre de Gestion.

Prise en charge

I-3 : Pendant la période de prise en charge, la collectivité ou l'établissement public affiliés soit obligatoirement, soit volontairement depuis au moins trois ans à la date de suppression de l'emploi, verse au Centre de Gestion une contribution égale pendant les deux premières années à une fois et demie le montant constitué par les traitements bruts versés au fonctionnaire augmentés des cotisations sociales afférentes à ces traitements. Elle est égale à une fois ce montant, pendant la troisième année, et aux trois quarts de ce montant au-delà des trois premières années.

La collectivité ou l'établissement public non affilié verse une contribution égale, pendant les deux premières années, à deux fois le montant constitué par les traitements bruts versés au fonctionnaire augmentés des cotisations sociales afférentes à ces traitements. Elle est égale à ce montant pendant les deux années suivantes et aux trois quarts du même montant au-delà des quatre premières années.

I-4 : Le fonctionnaire est, pendant cette période, placé sous l'autorité du Président du Centre de Gestion. Dans ce cadre, il reste soumis aux droits et obligations des fonctionnaires ainsi qu'au règlement intérieur de l'établissement.

Il est tenu, notamment, de transmettre au Centre de Gestion ses arrêts maladie, plannings prévisionnels de congés et demandes de congé et d'autorisations spéciales d'absences dans le

respect des délais et selon les procédures légales ou définies au Règlement intérieur de l'établissement.

I-5 : Le Centre de Gestion propose au fonctionnaire tout emploi vacant correspondant à son grade, et le tient informé de tous les emplois créés ou vacants dans le ressort territorial défini selon son cadre d'emploi. Le fonctionnaire peut également consulter toutes les offres d'emploi disponibles sur les portails «Emploi Territorial » et « Place de l'emploi public » ou en se rendant au siège de l'établissement - correspondant au ressort territorial défini selon son cadre d'emplois.

Le ressort territorial correspond :

- ✓ au département du Pas-de-Calais ou à un département limitrophe pour les fonctionnaires de catégorie C (Nord, Somme)
- ✓ au territoire national pour les fonctionnaires de catégorie B.

I-6 : Pendant la période de prise en charge, le Centre de Gestion, s'il en a l'opportunité, peut confier des missions ou mettre le fonctionnaire à disposition d'une collectivité ou d'un établissement public.

Fin de la prise en charge :

I-7 : La prise en charge prend fin lorsque le fonctionnaire a retrouvé un emploi ou au terme de la période de prise en charge financière.

I-8 : La prise en charge du fonctionnaire par le Centre de Gestion cesse après trois refus d'offre d'emploi correspondant à son grade, à temps complet ou à temps non complet selon la nature de l'emploi d'origine, transmise par une collectivité ou un établissement au Centre de Gestion. Le fonctionnaire est licencié ou, lorsqu'il peut bénéficier de la jouissance immédiate de ses droits à pension, admis à faire valoir ses droits à la retraite ; cette dernière disposition n'est pas opposable aux mères de famille ayant élevé au moins trois enfants.

I-9 : Le Centre de Gestion peut mettre fin à la prise en charge de la personne qui n'a pas respecté, de manière grave et répétée, les obligations prévues par l'article 97 de la loi n°84-53 précitée, en particulier les actions de suivi et de reclassement mises en œuvre par l'autorité de gestion. Dans ce cas, le fonctionnaire peut être placé en disponibilité d'office ou, le cas échéant, admis à la retraite.

I-10 : En cas de cessation de prise en charge, le fonctionnaire est soit licencié, soit admis à faire valoir ses droits à la retraite s'il peut bénéficier de la jouissance immédiate de ses droits à pension.

Article II : SITUATION ADMINISTRATIVE DU FONCTIONNAIRE

II-1 : Pendant la période de maintien en surnombre, le fonctionnaire demeure en position d'activité et continue de percevoir sa rémunération (traitement indiciaire et le cas échéant, indemnité de résidence et supplément familial de traitement).

II-2 : Le fonctionnaire reste par ailleurs soumis aux mêmes droits et obligations que les autres agents de la collectivité ou de l'établissement.

II-3 : Pendant la période de prise en charge, le fonctionnaire perçoit la rémunération correspondant à l'indice détenu dans son grade (traitement indiciaire et le cas échéant, indemnité de résidence et supplément familial de traitement) à hauteur de cent pour cent la première année de prise en charge. Cette rémunération est ensuite réduite de dix pour cent chaque année.

Le fonctionnaire continue à bénéficier de ses droits à avancement.

Lorsque le fonctionnaire est placé en mission ou mise à disposition, le régime indemnitaire sera celui appliqué au Centre de Gestion pour la part de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) correspondant à son groupe de fonction.

Le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) peut être versé au prorata des jours travaillés en mission ou mise à disposition.

II-4 : En cas de licenciement, il percevra, s'il en remplit les conditions, des allocations d'assurance chômage.

Article III : INTERVENTION DU CENTRE DE GESTION

L'intervention du Centre de Gestion est déclenchée par la transmission par l'administration d'origine au Centre de Gestion :

- ✓ de l'avis du Comité Technique supprimant l'emploi,
- ✓ de la délibération, informant les membres de l'assemblée de la suppression de poste et de ses conséquences financières,
- ✓ de l'arrêté de maintien en surnombre

Article IV : ACTIONS RELATIVES A LA RECHERCHE D'EMPLOI

Entretiens :

IV-1 : Après la réception de l'élément déclencheur de la procédure d'aide au retour à l'emploi mentionné à l'article III de la présente convention, le fonctionnaire est convoqué par le Centre de Gestion pour un premier entretien afin de lui expliquer sa situation administrative et de déterminer quelles vont être les possibilités de reclassement.

IV-2 : Dans le cadre du suivi de son dossier, le Centre de Gestion organise au moins quatre entretiens individuels par an pour le fonctionnaire privé d'emploi, soit au moins un entretien par trimestre.

Au cours de ces entretiens, le Centre de Gestion l'informe sur sa situation administrative, et fait le point sur sa recherche d'emploi.

Il conseille le fonctionnaire pour :

- ✓ la rédaction de son curriculum vitae,
- ✓ la lettre de motivation,
- ✓ la préparation aux entretiens de recrutement,
- ✓ tout outil de mise en œuvre de la recherche d'emploi.

IV-3 : Le fonctionnaire s'engage à participer à tous les entretiens auxquels il sera convoqué par le Centre de Gestion dans le cadre de sa recherche d'emploi, ainsi que tout autre événement que le Centre de Gestion estime en faveur de sa recherche d'emploi.

Le fonctionnaire s'engage à être dans une recherche active d'emploi et à mettre en œuvre toutes les démarches nécessaires à son retour à l'emploi.

Projet professionnel:

IV-4 : Dans un délai de 3 mois à compter de la prise en charge, le Centre de Gestion effectue un bilan professionnel. Ce bilan permet de définir un projet personnalisé tenant compte notamment de la réalité du marché de l'emploi et des compétences du fonctionnaire.

Un plan d'actions est adjoint au projet professionnel. Il peut faire état de démarches nécessaires pour le fonctionnaire, comme des actions de formation ou un bilan de compétences établi par un prestataire externe.

Transmission des offres d'emploi :

IV-5 : A la suite du premier entretien, le Centre de Gestion transmet au fonctionnaire régulièrement les offres d'emplois correspondant à son grade.

Ces offres lui sont transmises par tout moyen de communication : messagerie électronique, courriers postaux...

IV-6 : Dès réception des offres d'emplois qui lui sont transmises par le Centre de Gestion, le fonctionnaire postule en transmettant directement sa candidature aux collectivités et établissements qui ont publié les offres.

IV-7 : Il transmet au Centre de Gestion une copie des candidatures envoyées aux collectivités et établissements, ainsi que des réponses qui lui auront été adressées.

Pour le suivi de son dossier, le fonctionnaire s'engage à retourner au Centre de Gestion le questionnaire mensuel de recherche d'emploi et ce dans les délais requis.

IV-8 : Dans le cas où le fonctionnaire refuse de postuler à une offre qui lui a été transmise, il doit impérativement en informer par écrit le Centre de Gestion et en exprimer les motifs.

Entretien de recrutement :

IV-9 : Lorsque le fonctionnaire est convoqué à un entretien de recrutement, il en informe le Centre de Gestion par transmission de la convocation.

A l'issue de l'entretien, il fait viser par l'employeur potentiel le formulaire fourni par le Centre de Gestion à cet effet et le transmet immédiatement au Centre de Gestion.

IV-10 : Lorsque la collectivité où le fonctionnaire postule en est d'accord, le Centre de Gestion se réserve le droit d'assister à l'entretien de recrutement.

IV-11 : Le Centre de Gestion demandera aux collectivités et établissements où le fonctionnaire aura postulé la transmission du procès-verbal de l'entretien de recrutement.

Formations :

IV-12 : Dans le but de contribuer aussi efficacement que possible à son retour à l'emploi, le fonctionnaire s'engage :

- ✓ à procéder à un bilan professionnel.
- ✓ à procéder, le cas échéant, à un bilan de compétences auprès de l'organisme désigné par le Centre de Gestion (ce bilan de compétences est confidentiel et demeure la propriété du fonctionnaire qui en dispose librement et n'est pas tenu d'en communiquer le contenu).
- ✓ à participer à toutes les formations nécessaires à son reclassement et définies dans le cadre du plan de formation établi conjointement avec le Centre de Gestion.

IV-13 : L'ensemble des frais liés aux formations validées par le Centre de Gestion est pris en charge par le Centre de Gestion dans les conditions fixées au règlement intérieur.

Missions :

IV-14 : Le Centre de Gestion peut proposer au fonctionnaire des missions au sein de ses services. Elles sont destinées à favoriser le reclassement, maintenir l'employabilité et favoriser le retour rapide vers un emploi pérenne. Tout refus de mission devra être sérieusement motivé. Elles ont une durée de 6 mois maximum.

Dans le même sens, le Centre de Gestion peut mettre à disposition des collectivités et établissements des agents pris en charge afin d'assurer des missions de remplacement ou de renfort des services.

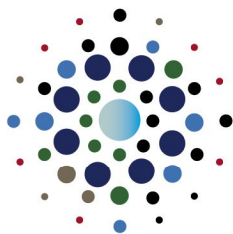
Obligation générale :

IV-15 : Le fonctionnaire s'engage à donner toutes les informations sollicitées par le Centre de Gestion, sous réserve qu'elles soient utiles à sa recherche d'emploi et directement liées à celle-ci et de rendre compte, a minima tous les six mois, des démarches effectuées pour sa recherche d'emploi.

Article VI : ROLE DE L'ADMINISTRATION D'ORIGINE

VI-1 : L'administration d'origine s'engage à étudier toutes les possibilités de reclassement du fonctionnaire selon les modalités définies à l'article II-1.

VI-2 : Le Centre de Gestion informe tous les ans l'administration d'origine du fonctionnaire sur le déroulement de la recherche d'emploi et sur le respect par le fonctionnaire des obligations définies par le présent document.



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 23/10/2020

Reçu en préfecture le 23/10/2020

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20201020-2020_25-DE

DÉLIBÉRATION

2020/25

PARTICIPATION DU CDG 62 À L'ÉTUDE SUR L'IMPACT DE LA MUTUALISATION DE SERVICES NUMÉRIQUES ET SUR LE RÔLE DES ORGANISMES PUBLICS DE SERVICES NUMÉRIQUES (OPSN) DANS LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 20 Octobre 2020 à 9 heures 30, salle des réunions au Centre de Gestion à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de Monsieur Bernard CAILLIAU, Président du CDG 62.

Cette réunion du Conseil d'Administration s'est tenue suite au report de celle organisée le Mardi 13 Octobre 2020 faute de quorum.

Le secrétaire de séance désigné est M. Pascal BAROIS, Vice-Président du Centre de Gestion.

♦ **Etaient présents :**

M. Bernard CAILLIAU, Conseiller Municipal à Bruay-la-Buissière – M. Jacques BACQUET, Maire de Quercamps – M. Pascal BAROIS, Vice-Président du Centre de Gestion – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de Cucq – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de Rimboval – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de Houdain – M. René HOCQ, Maire de Burbure – M. Jean-Luc FAY, Conseiller Communautaire à Ternois Com.

♦ **Etaient absents ou excusés :**

M. Philibert BERRIER, Maire d'Auchel – M. Walter KAHN, Maire de Cucq – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de Saint-Omer – M. Serge JANQUIN – M. Jean-Marie POHIER, Adjoint au Maire de Marles-les-Mines – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de Beuvry – M. Claude BACHELET, Maire de Croisette – Mme Denise TETELIN, Maire de Villers-Châtel – M. Sébastien HENQUENET, Maire de Famechon – M. Didier BEE, Maire de Zudausques – M. Pierre BELLANGER, Conseiller Municipal à Le Touquet – M. Michel LARDEZ – M. Joël DUQUENOY, Conseiller Municipal à Arques – M. Dominique DELECOURT, Maire de Cuinchy – Mme Thérèse GUILBERT – M. Ludovic GUYOT – Mme Sabine VAN HEGHE, Sénatrice du Pas-de-Calais



Le Président propose aux membres du Conseil d'Administration la participation du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais à l'étude menée par le cabinet INFHOTEP sur l'impact de la mutualisation de services numériques et sur le rôle des OPSN (Organismes Publics de Services Numériques) dans la Région Hauts-de-France.

Cette étude a pour but de :

- Identifier les acteurs régionaux du numérique, particulièrement les OPSN, leur couverture, actions et leurs compétence,

.../

/...

Envoyé en préfecture le 23/10/2020

Reçu en préfecture le 23/10/2020

Affiché le



ID : 062-286200027-20201020-2020_25-DE

- Identifier les besoins des collectivités présentes sur le territoire,
- Identifier les "angles mort" régionaux, c'est-à-dire les territoires ou métiers non couverts sur la Région,
- Identifier les actions à conduire en priorité par les OPSN pour répondre à ces besoins : développement de l'offre existante auprès de nouvelles collectivités, développement de nouvelles offres,
- Mesurer l'impact de la crise du COVID-19 sur l'organisation numérique des collectivités territoriales,
- Disposer d'éléments de synthèse à présenter aux partenaires du numérique territorial (Région, Départements, Direction Régionale de la CDC, services déconcentrés de l'Etat...) pour leur permettre de s'appuyer sur la richesse des OPSN pour rendre plus efficaces leurs actions.

L'étude sera menée sur la Région des Hauts-de-France. Les structures associées sont les suivantes :

- L'ADICA/CD02
- L'ADICO
- Cap'Oise Hauts-de-France
- Le CDG59 (Creativ)
- Somme Numérique
- Fibre Numérique 59-62
- Le CDG 62, si le Conseil d'Administration en est d'accord.

Elle sera suivie par un comité de pilotage.

L'étude doit permettre de mettre en lumière le rôle et les points forts des OPSN sur la région Hauts-de-France, afin d'asseoir de façon durable leur position de structures incontournables par rapport à la mutualisation numérique, et notamment vis-à-vis du plan de relance proposé par l'Etat suite à la crise sanitaire.

Le Président précise que le coût de l'étude est identique pour les 7 structures citées précédemment, soit 2215,00 € HT pour le CDG62.

Le Président demande donc l'autorisation de participer à l'étude INFHOTEP et de signer les actes administratifs y afférant.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

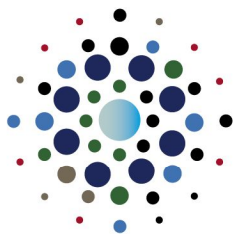
A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *AUTORISE* la participation à l'étude menée par le Cabinet INFHOTEP,
- ♦ *AUTORISE* le Président à signer les conventions et les actes administratifs se rapportant à l'étude.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 20 Octobre 2020

Le Président,

Bernard CAILLIAU



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 23/10/2020

Reçu en préfecture le 23/10/2020

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20201020-2020_26-DE

DÉLIBÉRATION

2020/26

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉ DU CDG 62 POUR 2019

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 20 Octobre 2020 à 9 heures 30, salle des réunions au Centre de Gestion à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de Monsieur Bernard CAILLIAU, Président du CDG 62.

Cette réunion du Conseil d'Administration s'est tenue suite au report de celle organisée le Mardi 13 Octobre 2020 faute de quorum.

Le secrétaire de séance désigné est M. Pascal BAROIS, Vice-Président du Centre de Gestion.

♦ **Etaient présents :**

M. Bernard CAILLIAU, Conseiller Municipal à Bruay-la-Buissière – M. Jacques BACQUET, Maire de Quercamps – M. Pascal BAROIS, Vice-Président du Centre de Gestion – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de Cucq – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de Rimboval – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de Houdain – M. René HOCQ, Maire de Burbure – M. Jean-Luc FAY, Conseiller Communautaire à Ternois Com.

♦ **Etaient absents ou excusés :**

M. Philibert BERRIER, Maire d'Auchel – M. Walter KAHN, Maire de Cucq – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de Saint-Omer – M. Serge JANQUIN – M. Jean-Marie POHIER, Adjoint au Maire de Marles-les-Mines – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de Beuvry – M. Claude BACHELET, Maire de Croisette – Mme Denise TETELIN, Maire de Villers-Châtel – M. Sébastien HENQUENET, Maire de Famechon – M. Didier BEE, Maire de Zudausques – M. Pierre BELLANGER, Conseiller Municipal à Le Touquet – M. Michel LARDEZ – M. Joël DUQUENOY, Conseiller Municipal à Arques – M. Dominique DELECOURT, Maire de Cuinchy – Mme Thérèse GUILBERT – M. Ludovic GUYOT – Mme Sabine VAN HEGHE, Sénatrice du Pas-de-Calais



Vu le décret n°85-643 modifié du 26 juin 1985 relatif aux Centres de Gestion, notamment son article 27;

Considérant que le Président doit annuellement faire approuver le rapport annuel d'activité par le Conseil d'Administration ;

Le Président présente le rapport d'activité 2019 annexé à la présente.

.../

/...

Envoyé en préfecture le 23/10/2020

Reçu en préfecture le 23/10/2020

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20201020-2020_26-DE

Le Président propose au Conseil d'Administration d'approuver ce rapport d'activité 2019 tel que présenté et précise qu'il sera porté à la connaissance des collectivités et établissements publics.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *APPROUVE* le rapport annuel d'activité 2019 tel que présenté (rapport annexé à la présente délibération) ;
- ♦ *CONFIE* à Monsieur le Président le soin de porter à la connaissance des collectivités et établissements publics ce rapport annuel d'activité.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 20 Octobre 2020

Le Président,

Bernard CAILLIAU